d'une réconciliation des partis, sans réfléchir que cette réconciliation ne pouvait avoir lieu que sous un gouvernement solidement établi, et que pour fonder quelque chose de solide, il fallait d'abord s'appuyer sur le parti qui avait créé l'empire. Maximilien resta du 11 au 18 à Morelia, où la population lui témoigna beaucoup de dévouement, puis il partit pour Toluca, où l'impératrice, accompagnée par le maréchal Bazaine, vint le rejoindre. Ce voyage excita l'enthousiasme de la jeune souveraine, et c'est à un récit écrit par elle, puis imprimé à vingt-cinq exemplaires seulement, que nous empruntons les détails suivants (1).

« Le 24 octobre, nous quittâmes Mexico à six heures du matin, par une journée radieuse. Le soleil commençait à abattre, de la cime des montagnes dans les vallées, le brouillard, amoncelé en nuages blancs, lorsque, à Santa-Fé, hameau qui domine Mexico, nous échangeâmes la voiture contre le cheval. Le maréchal Bazaine, qui avait désiré nous accompagner, nous attendait là avec son état-major, revêtu de burnous blancs et de coiffes flottantes. Nous cheminâmes toujours en gravissant, jusqu'au Mont de las Cruces, célèbre par une grande victoire remportée par le curé Hidalgo sur les Espagnols, le 30 octobre 1810. Au village de Cuajimalpa, il y eut un discours avec accompagnement d'Indiens portant des mouchoirs de couleur arborés à l'extrémité de longs bambous, et poussant des hourras enthousiastes.

» Vers une heure, nous arrivâmes au Llano de San-Lazaro, admirable vallée, bordée, comme celles des Alpes, de tapis fleuris et de grands sapins verdoyants; un ruisseau d'eau vive la traverse. Un chasseur d'Afrique, en vigie, était immobile sur son cheval, comme une statue, sur l'une des hauteurs. Il y avait là, en effet, les tentes blanches d'un camp français improvisé. Au milieu, s'en dressait encore une un peu plus grande, ornée des drapeaux tricolores de la France et du Mexique, où le maréchal avait voulu nous donner à déjeuner avec son quartier général. Nous nous mîmes à table par un air et un calme délicieux. Chevaux et mulets reposaient sur l'herbe; les soldats et les officiers, les uns couchés, les autres debout, avec le bleu et le rouge éclatants de leurs

(1) Paul Gaulot, *L'empire de Maximilien*, p. 82.

JUARÈS

uniformes, le blanc éblouissant de leurs couvre-nuque, faisaient un effet souverainement pittoresque. Le silence de la nature n'était troublé que par le pas des sentinelles que l'on relevait, celui des chevaux qu'on abreuvait à la rivière, et ce murmure confus de paroles et d'ordres donnés à haute voix qui anime toujours un camp. »

C'est en entrant à Toluca que l'empereur Maximilien trouva l'impératrice; tous deux reprirent ensemble la route de Mexico. On approchait du village de Santa-Fé, lorsque l'avant-garde signala une troupe de cavaliers accourant au galop au-devant du cortège; c'était le maréchal Bazaine, qui, accompagné d'un nombreux état-major, venait inviter les deux souverains à s'arrêter au camp de Cuajimalpa, où il leur avait fait préparer sous une tente un splendide repas. De là on apercevait le panorama de la ville et de la vallée de Mexico, avec les lacs et les montagnes fermant l'horizon lointain. Le repas fut suivi d'un feu d'artifice et d'une retraite aux flambeaux; les zouaves du 3e régiment allumèrent d'énormes feux de bivouac, alimentés avec des arbres de la forêt. Le lendemain matin, les deux souverains furent éveillés par l'excellente musique du régiment étranger, jouant l'air national autrichien. A huit heures, le maréchal vint les prévenir que tout était prêt pour la célébration de la messe; un autel, surmonté d'une grande croix de verdure, avait été improvisé par les soins du génie. Les troupes formaient en avant de cet autel les trois faces d'un carré long; l'aumônier en chef de l'armée dit la messe, qui fut servie par un zouave, coiffé du fez et du turban. « On ne pouvait voir sans émotion, écrivait encore l'impératrice Charlotte, ces visages bronzés par le soleil et par cent campagnes à toutes les extrémités du monde, réunis là pour assister à cette messe en plein vent. En effet, si parmi les vocations humaines il en est une particulièrement noble, c'est de ne jamais faillir à l'honneur et au devoir, sous l'égide *du Dieu des armées.* »

Dans la journée même, l'empereur et l'impératrice rentraient dans Mexico sans pompe, sans apprêts et sans escorte, seuls dans une calèche découverte. L'empereur avait exprimé le désir qu'il en fût ainsi; mais, pour être spontané, l'accueil de la population n'en fut pas moins enthousiaste. Des centaines de cavaliers et d'élégants équipages couvraient la

route de Toluca, les avenues étaient pavoisées, jonchées de fleurs et remplies par la foule. Les deux souverains furent reçus au palais impérial par le maréchal Bazaine, les ministres et l'archevêque. Le soir, toute la ville fut brillamment illuminée. Profondément touché des ovations dont il avait été l'objet, Maximilien écrivit au maréchal la lettre suivante :

« Mon cher Maréchal,

» C'est encore sous l'impression causée par la charmante hospitalité improvisée par vos soins à Cuajimalpa, que je viens, au nom de l'impératrice et au mien, vous en remercier bien cordialement.

» Veuillez, mon cher maréchal, en faisant savoir à tout votre beau corps d'officiers présents ce matin à ma rentrée, combien j'ai été sensible à leur chaleureux accueil, recevoir mes salutations amicales.

» Votre affectionné, Maximilien. »

L'empereur écrivit aussi au préfet politique de Mexico une lettre qui se terminait par ces mots : « Assurez les habitants de cette belle cité que la date du 30 octobre 1864 restera gravée dans mon cœur. »

C'est à ce moment que s'embarquèrent les vaillantes troupes de la brigade Lhériller, qui, après avoir lutté énergiquement, le 5 mai 1862, contre les remparts de Puebla, défendus par toute une armée, et s'être illustrées par l'énergie de leur attitude pendant le séjour à Orizaba, s'étaient couvertes de gloire à l'assaut du fort San-Xavier. Depuis lors, le 1er bataillon de chasseurs avait inscrit dans ses fastes le nom de Colotlan, le 2e zouaves celui du Cerro-de-Majoma, le 99e ceux de la Barranca-Seca, du Cerro-Borrego et de San-Pablo-del-Monte. La tenue de ces troupes, après les rudes épreuves qu'elles avaient subies, n'avait cessé de servir de modèle à toute l'armée. Avec la brigade Lhériller, le général Bazaine fit rembarquer le 20e bataillon de chasseurs, qui ne s'était jamais complètement remis de sa marche entre Vera-Cruz et Orizaba, mais qui s'était montré à la hauteur des corps les plus vaillants dans un grand nombre de combats, notamment à Colotlan et à Cuitzeo.

Le départ de ces troupes fut vu avec regret, sinon par l'empereur Maximilien, qui subissait l'influence d'un entourage hostile à l'intervention française, du moins par l'impératrice Charlotte, qui ne se faisait pas illusion sur la valeur des éléments appelés à remplacer nos régiments. Les Belges, sous le commandement du colonel van der Snissen, déployaient une grande valeur, mais ils n'avaient pas été engagés pour courir la campagne : ils devaient former la garde d'honneur de l'impératrice. Celle-ci écrivait en Europe, au moment du départ de la brigade Lhériller : « Il faut des troupes; les Autrichiens et les Belges sont très bons en temps de calme, mais vienne la tempête, il n'y a que *les pantalons rouges*.... Je crains fort que le maréchal ne se repente de n'avoir pas écrit au mois d'octobre ce que nous lui avions demandé : il a craint des mécontentements en France, et a, je crois, échangé un petit désagrément contre un plus grand. » Dans cette lettre, le maréchal Bazaine était accusé d'avoir trop facilement cédé au désir exprimé par Napoléon III et d'avoir, par esprit de courtisanerie, sacrifié les intérêts qu'il était chargé de défendre. On élevait contre lui dans l'armée des accusations plus graves; on affirmait, et le général Douay tout le premier, que Bazaine voulait diminuer l'importance de l'armée, pour que la présence d'un maréchal n'y étant plus nécessaire, il fût rappelé en France. Le général Douay aurait été alors nommé commandant du corps d'armée, réduit à trois brigades.

Voici ce qu'écrivait, le 15 septembre, un officier de l'état-major : « L'empereur Napoléon a écrit au général Douay, en réponse à une communication que celui-ci avait faite à un ami de l'entourage des Tuileries.

» Depuis longtemps le général Douay et le général en chef sont en contradiction sur les opérations du Mexique. Le général Douay trouve que les troupes françaises du corps expéditionnaire ne sont pas assez nombreuses, tandis que le maréchal Bazaine veut renvoyer une partie de ces troupes.

» Le renvoi de 6,000 hommes ne serait possible que si la légion belge et la légion autrichienne étaient arrivées. Or, d'après les journaux, elles ne sont pas encore formées.

» Le général Douay est donc dans le vrai.

» Dans sa lettre, l'empereur recommande la concorde. »

L'année 1865 devait être marquée par des difficultés bien autrement graves, tenant à la question financière et surtout à la question religieuse. Cette année commença d'ailleurs d'une manière fâcheuse pour Maximilien. L'empereur François-Joseph ayant, le 14 novembre, dans son discours d'ouverture des séances du Reichsrath, fait mention du pacte de famille signé à Miramar, et de la renonciation de l'archiduc Maximilien à ses droits sur la couronne d'Autriche, Maximilien crut devoir protester dans des termes regrettables, en laissant entendre que sa signature lui avait été arrachée sous l'influence de certains événements. Les journaux ayant inséré cette protestation, elle fit le plus mauvais effet, en laissant voir que l'empereur du Mexique avait toujours les yeux fixés sur l'Europe, et qu'il ne considérait sa couronne impériale que comme une sorte de pis aller dont il ferait volontiers le sacrifice, au cas où celle d'Autriche viendrait à être vacante. Le parti qui l'avait appelé était de plus en plus mécontent, et son mécontentement venait d'être augmenté par le renvoi en Europe des deux généraux qui passaient pour les chefs militaires du parti conservateur, quoiqu'étant séparés l'un de l'autre par une véritable antipathie. Nous voulons parler de Miramon et de Marquez. Nous avons déjà vu le mauvais accueil fait à celui-ci par Maximilien, pendant le voyage de l'empereur. Appelé à Mexico, il fut envoyé à Constantinople comme ambassadeur auprès de la Porte ottomane et chargé d'une mission assez mal définie à Jérusalem. Quant à Miramon, qui se trouvait à Mexico sans emploi depuis qu'il avait quitté Guadalajara, il fut envoyé à Berlin comme ambassadeur. Le général Taboada, qui était entré le premier dans Mexico à la tête d'un escadron d'élite, fut également disgracié.

Les trois écueils contre lesquels vinrent se briser tous les efforts du gouvernement de Maximilien et de l'intervention française, rarement d'accord entre eux, furent : la question des finances, la question religieuse, et la question d'organisation de l'armée mexicaine. Nous serons bref sur ces trois questions, et nous n'en dirons que ce qui nous semble essentiel pour comprendre cette guerre, dans laquelle les succès militaires aboutirent à une issue désastreuse. L'emprunt contracté par Maximilien, alors qu'il était encore à Miramar, avait

produit 128 millions, sur lesquels une cinquantaine de millions seulement avaient été versés au trésor mexicain, et 26 millions dans les caisses de la commission des finances mexicaines, établie à Paris, pour garantie d'intérêts. 4,300,000 fr. avaient été dépensés pour l'organisation des légions belge et autrichienne. Le reste avait été employé, par Maximilien lui-même, au paiement de dettes et à l'achèvement du palais de Miramar. Les fonds laissés à Paris ne tardèrent pas à être épuisés : aux termes de la convention de Miramar, le trésor mexicain devait remettre, chaque mois, au payeur central du corps expéditionnaire, la somme nécessaire pour la solde, la nourriture et l'entretien de l'armée française; le trésor mexicain ne pouvait pas payer les troupes indigènes, et pour cette raison, il fallut en licencier la presque totalité. D'un autre côté, le gouvernement français, resserré dans les limites du budget, contenu par la crainte de jeter la majorité du Corps législatif dans l'opposition en augmentant encore les dépenses de l'expédition, contre laquelle on ne cessait de réclamer, insistait impérieusement pour qu'à partir du 1er juillet 1864, la convention de Miramar fût strictement exécutée. Le maréchal Bazaine dut alors se couvrir, par des délégations sur les fonds de l'emprunt restés à Paris, des avances que son payeur était forcé de faire pour l'entretien des troupes françaises et mexicaines alliées. Cette ressource fut promptement épuisée, et la nécessité d'un nouvel emprunt devint évidente. Le gouvernement de Mexico était certes loin d'apporter, dans l'administration des finances, toute l'économie commandée par les circonstances; une liste civile de 1,700,000 piastres, c'est-à-dire de plus de neuf millions de francs, y compris la garde de l'impératrice, devait paraître exagérée à une nation qui était habituée à payer le président de la république 60,000 piastres ou un peu plus de 300,000 fr.; en outre, des charges honorifiques, par conséquent inutiles, mais richement rétribuées, venaient grossir le chiffre des dépenses. Toutefois, un peu plus d'économie n'aurait pas suffi pour équilibrer le budget; il était bien évident que du jour au lendemain le Mexique, encore déchiré par la guerre civile, ne pouvait trouver son assiette normale; que ce pays devait être maintenu en tutelle; or, la tutelle d'une nation a des charges auxquelles elle ne peut se sous-

traire, sous peine de voir le protecteur frappé d'impuissance. Il aurait donc fallu, sauf à prendre des garanties sérieuses pour un remboursement futur, continuer au Mexique la protection financière; mais le gouvernement de l'empereur Napoléon III, devenu parlementaire tout en restant personnel, n'avait pas les coudées assez franches pour agir ainsi. Comme l'a très bien dit un ancien ministre de l'empire, un gouvernement franchement parlementaire n'aurait pas fait l'expédition du Mexique; un gouvernement personnel, l'ayant entreprise, eût employé des moyens plus énergiques pour l'amener à bien. Mais le gouvernement de Napoléon III était devenu à la fin assez personnel pour pouvoir continuer, et assez constitutionnel pour énerver l'action.

Il y aurait eu peut-être un moyen de tout concilier, c'était d'obtenir de l'empereur Maximilien des compensations capables de faire accepter le surcroît de dépenses. Ces compensations étaient toutes trouvées, elles avaient été mûrement étudiées et préparées par un projet de convention approuvé par la régence d'Almonte. Il ne s'agissait pas d'enlever au Mexique une fraction quelconque de son territoire, mais seulement de concéder l'exploitation des riches mines de l'Etat de Sonora à des compagnies qui seraient protégées par la présence du corps d'armée français; une partie du montant net, produit au trésor français par cette exploitation, aurait été admise en remboursement des frais de guerre occasionnés à la France. Pour appuyer ce projet, il fut décidé que le colonel Garnier, avec deux bataillons du 51e de ligne, irait occuper la province de Sonora, qui continuerait à être administrée et gouvernée au nom de l'empereur Maximilien. Toutes les instances faites auprès de ce dernier pour lui faire accepter cette convention se brisèrent devant le refus absolu d'aliéner aucune parcelle du territoire mexicain. En cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, le jeune empereur avait subi l'influence d'un entourage animé d'une haine infatigable contre la France. Il résulta de là que le trésor mexicain, ne pouvant assurer le service, s'adressa au maréchal Bazaine pour obtenir les fonds nécessaires; que le maréchal, placé entre le devoir d'obéir aux ordres du gouvernement de Paris et la nécessité de faire vivre non seulement l'armée, mais encore le gouvernement que nous avions implanté au Mexique, céda,

dans une certaine limite, aux demandes qui lui étaient adressées, sans qu'il lui fût su grand gré, à Mexico, de cette concession, qui lui était reprochée à Paris.

D'un autre côté, la question religieuse s'était singulièrement envenimée. A son arrivée au Mexique, Maximilien l'avait trouvée engagée et n'avait entamé aucune transaction avec le clergé, relativement aux biens ecclésiastiques; il avait sollicité du saint-père l'envoi d'un nonce sur l'arrivée duquel il comptait pour concilier les exigences, non pas du parti libéral et du parti conservateur, mais des deux fractions de ce dernier parti; l'une, représentée par l'archevêque de Mexico, le P. Miranda et les amis de M. Gutierez de Estrada, n'admettait aucun compromis entre ce qu'elle regardait comme un droit inaliénable et les faits accomplis, et l'autre, adoptant les idées du général Almonte, voulait tenir compte de ces faits dans une certaine mesure, et faire, pour ainsi dire, la part du feu, afin de sauver ce qui restait. Dès l'arrivée du nonce, Mgr Meglia, archevêque de Damas, il fut impossible à l'empereur de se faire illusion sur le résultat de sa mission. Mgr Meglia, parvenu à Mexico le 7 octobre, fut reçu en grande cérémonie par l'empereur et l'impératrice le 10, et Maximilien lui donna, le 13, connaissance du projet de transaction, que le nonce se refusa absolument à discuter, comme étant exclusivement du ressort d'un concordat. La cour de Rome et le haut clergé mexicain voulaient l'abrogation pure et simple de tous les décrets de Juarès. La lettre écrite par Pie IX et remise à l'empereur par le nonce ne laissait aucun doute à cet égard.

L'empereur Maximilien pensait, au contraire, que les lois de réforme pouvaient être ratifiées sous la réserve de vérifier les actes de vente des anciens biens ecclésiastiques, et d'annuler tous ceux de ces actes qui présenteraient un caractère frauduleux; il estimait en outre que le service du culte devait être gratuit pour tous les fidèles et assuré par les soins du gouvernement, suppléant par des traitements réguliers aux propriétés perdues. Une lettre adressée dans ce sens par l'empereur au ministre de la justice fut le signal de la rupture. Mgr Meglia demanda des instructions à Rome et quitta le Mexique quelques mois plus tard, pour se rendre à Guatemala Le haut clergé continua son opposition à l'empire, et le parti conservateur, se regardant comme trahi par le souverain de